



Etablissement public
du Marais poitevin

Adhésion de l'EPMP au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Conservatoire d'Espaces Naturels de Poitou-Charentes

Adhésion en tant que partenaire associé

Conseil d'administration du 15 octobre 2013



Etablissement public de l'Etat en charge de la gestion de l'eau et de la biodiversité
Etablissement public du Marais poitevin - 1 rue Richelieu - 85400 LUÇON - Tél. 02 51 56 56 20 - contact@epmp-marais-poitevin.fr

Contexte

Le Conservatoire Régional d'Espaces Naturels de Poitou-Charentes s'implique dans la conservation et la valorisation du patrimoine naturel de la zone humide du Marais poitevin depuis le milieu des années 1990, notamment aux côtés du Parc interrégional du Marais poitevin. Cet engagement s'est concrétisé par des acquisitions foncières à vocation conservatoire dans plusieurs secteurs remarquables des marais mouillés des Deux-Sèvres et de Charente-Maritime. En 2004, le CREN a renforcé son implication dans le cadre de la mise en œuvre du DOCOB du site Natura 2000 et dans le cadre du Plan gouvernemental pour le Marais poitevin avec la mise en place d'un Plan d'Acquisition en Marais Poitevin (PAMP). L'EPMP ayant pris le relais de l'Etat en tant qu'opérateur Natura 2000, un travail est engagé avec le CREN sur le volet foncier depuis 2012.

Evolution des statuts

Depuis sa création en 1993, le CREN PC est constitué en association Loi 1901. Compte-tenu du volume d'activité et des enjeux de sécurisation du foncier acquis grâce à des fonds publics, la préfecture de région Poitou-Charentes a demandé au CREN de faire évoluer ses statuts, notamment pour garantir l'inaliénabilité des biens fonciers en propriété. Au vu des enjeux statutaires et de la gouvernance du CREN, le statut de GIP est apparu particulièrement adapté. Les travaux et consultations conduits en 2013 devraient permettre la constitution effective du GIP dès 2014.

Le GIP est constitué de 2 collèges et de partenaires associés. L'évolution statutaire nécessite la signature de la convention constitutive par les membres des différents collèges (annexe 2). Par courrier du 20 août 2013, le président du CREN a sollicité la participation de l'EPMP comme partenaire associé au sein du GIP. L'adhésion doit être entérinée par une délibération du CA de l'EPMP (annexe 1).

Implications

L'adhésion de l'EPMP au GIP en tant que partenaire associé n'entraîne aucune obligation d'ordre financier. L'EPMP est membre des instances du GIP avec voix consultative. Une convention est établie entre le CREN et l'EPMP pour définir les modalités de collaboration entre les deux structures.

Perspectives

Un travail est amorcé avec le CREN Poitou-Charentes pour dresser le bilan de l'action du conservatoire dans le Marais poitevin dans le cadre de la mise en œuvre du DOCOB du site Natura 2000. Ce travail devra également permettre de dessiner les objectifs et les priorités de l'intervention foncière à vocation conservatoire sur le territoire. Ces éléments permettront notamment de définir les modalités de collaboration entre l'EPMP et le CREN pour établir une convention entre les deux établissements en 2014.

Il est donc proposé au Conseil d'administration de délibérer en faveur de l'adhésion de l'EPMP au GIP CREN Poitou-Charentes au titre des partenaires associés.

Annexe 1 : Projet de délibération pour l'adhésion de l'EPMP au GIP

Etablissement public du Marais poitevin
Conseil d'administration du 15 octobre 2013

Délibération n° 2013 / 02

Participation de l'EPMP au sein du futur Groupement d'Intérêt Public en qualité de Partenaire Associé

- Vu le décret n° 2011- 912 relatif à l'établissement public du Marais Poitevin,
- Vu le courrier du Conservatoire d'Espaces Naturels de Poitou Charentes, du 20 août 2013, à Madame La Présidente, sur le vote de l'accord de principe en date du 24 mai 2013, pour la constitution d'un Groupement d'Intérêt Public par transformation au 1^{er} janvier 2014 de l'association Conservatoire régional d'espaces naturels de Poitou-Charentes,
- Vu le courrier du Conservatoire d'Espaces Naturels de Poitou Charentes du 22 août 2013 relatif à la constitution d'un Groupement d'Intérêt Public et le projet de convention constitutive (version 23),
- Vu la proposition faite à l'EPMP de figurer en tant que Partenaire Associé au sein du futur GIP

et après avoir valablement délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Le Conseil d'administration donne un avis favorable à la participation de l'Etablissement Public du Marais Poitevin au sein du futur Groupement d'Intérêt Public en tant que Partenaire Associé.

Et autorise le directeur de l'établissement à signer la convention qui définit les modalités de partenariat.

Article 2 :

Le Directeur est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La Présidente du Conseil d'administration,

Le Directeur

Elisabeth BORNE

François MITTEAULT

Annexe 2 : Convention constitutive du GIP

**CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE POITOU-CHARENTES
- CONVENTION CONSTITUTIVE -**

GIP

Table des matières

Table des matières	2
TITRE I : FONDEMENTS.....	4
TITRE II : Droits et obligations – moyens du GIP	9
Titre III Moyens	14
TITRE IV : Administration et direction du GIP	17
TITRE V : Budget et Comptes du GIP	25
TITRE VI : Contrôle du GIP	26
TITRE VII : Dissolution – Liquidation – Dévolution	27

PREAMBULE

En 1993, sous l'impulsion des associations de protection de la nature, des services de l'Etat et des collectivités territoriales, la Région mettait en place une structure à l'échelle régionale, sous statut associatif, dont l'objet est de préserver les espaces naturels à forte valeur patrimoniale. En devenant membre de la Fédération des conservatoires d'espaces naturels, le Conservatoire régional d'espaces naturels de Poitou-Charentes (désigné ci-après CREN PC) adhère à la charte nationale depuis 1995 et peut prétendre à l'agrément Etat-Région conformément à la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010.

Le CREN PC a toutefois la particularité d'associer dans une gouvernance partagée et équilibrée les collectivités et les acteurs de l'aménagement du territoire et de l'environnement. La volonté de conserver cet équilibre entre personnes morales de droit public et personnes morales de droit privé a conduit à faire évoluer le statut associatif en un statut de Groupement d'Intérêt Public. Cette évolution doit aussi permettre de garantir l'inaliénabilité des acquisitions foncières réalisées et gérées au moyen de fonds publics et qu'elles soient considérées de ce fait comme des biens communs des citoyens de Poitou-Charentes.

A l'initiative de la Région et de l'Etat il est constitué :

Un Groupement d'Intérêt Public régi par :

- les articles 98 à 122 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit,
- le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public,
- la présente convention.

TITRE I : FONDEMENTS

ARTICLE 1ER - FORME

Il est constitué un Groupement d'Intérêt Public (GIP) ayant pour dénomination le Conservatoire Régional d'Espaces Naturels de Poitou-Charentes (CREN PC), tel que prévu dans l'article L. 411-1 du code de l'environnement relatif aux conservatoires régionaux d'espaces naturels.

Les membres fondateurs du GIP sont :

- L'Etat, 7 place Aristide BRIAND, BP 589, 86021 POITIERS Cedex
- La Région Poitou-Charentes, 15 rue de l'ancienne Comédie, BP 575, 86021 POITIERS Cedex
- Le Département de la Charente, 31 Boulevard Émile Roux, 16917 ANGOULÊME cedex 9
- Le Département de la Charente-Maritime, 85 boulevard de la République, 17076 La ROCHELLE Cedex 9
- Le Département des Deux-Sèvres, Mail Lucie Aubrac, 79021 NIORT Cedex
- Le Département de la Vienne, Place Aristide Briand BP 319, 86008 POITIERS
- Poitou-Charentes Nature, 14 rue Jean Moulin, 86240 FONTAINE-LE-COMTE
- Le Centre National de la Propriété Forestière, pour la partie Poitou-Charentes, 15 rue de La Croix de la Cadoue, BP 10, 86240 SMARVES
- La Chambre Régionale d'Agriculture de Poitou-Charentes, Agropole, BP 50002, 86550 MIGNALOUX-BEAUVOIR
- La Fédération Régionale des Chasseurs de Poitou-Charentes, 2134 route de Chauvigny, 86550 MIGNALOUX-BEAUVOIR
- Le Groupement Régional des Fédérations pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques de Poitou-Charentes, 2 cours du Maréchal Leclerc BP 20124 17104 SAINTES
- L'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, 255 Route de Bonnes 86000 POITIERS
- L'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, 112 fg de la Cueilie Mirebalaise 86000 Poitiers
- L'Office National des Forêts, 389 avenue de Nantes, BP 531, 86020 POITIERS Cedex
- Prom'Haies, Maison de la Forêt et du Bois, Le Piolet, 79190 MONTALEMBERT
- L'Union Régionale des Centres Permanents et d'Initiatives à l'Environnement, La Voulzie, 86390 LATHUS-SAINT-REMY

ARTICLE 2 - PERIMETRE

La zone géographique couverte par le GIP est la région Poitou-Charentes. Lorsque le périmètre d'un site s'étend au-delà des limites administratives régionales, le CREN

PC peut être habilité à intervenir sous réserve d'un accord de l'Assemblée générale du CREN PC.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination du Groupement d'Intérêt Public est « Conservatoire régional d'espaces naturels de Poitou-Charentes » ou CREN PC.

ARTICLE 4 - OBJET

En application de l'article L.414-11 du Code de l'environnement

- Le CREN PC a pour objet de contribuer « à la préservation d'espaces naturels et semi-naturels, notamment par des actions de connaissance, de maîtrise foncière et d'usage, de gestion et de valorisation du patrimoine naturel, sur le territoire régional ».
- Le CREN PC est membre de la fédération des conservatoires d'espaces naturels qui « regroupe l'ensemble des conservatoires régionaux d'espaces naturels. Elle assure leur représentation et leur coordination technique à l'échelon national aux fins de la mise en œuvre des missions visées » ci-dessus.
- Le CREN PC agit dans le cadre de l'application du décret n°2011-1251 du 7 octobre 2011 et de l'arrêté du 7 octobre 2011 relatifs aux conditions de l'agrément des conservatoires régionaux d'espaces naturels, l'agrément Etat-Région valant approbation du plan d'actions quinquennal mentionné au dernier alinéa du I de l'article D.414-30 du Code de l'environnement.

ARTICLE 5 - MISSIONS ET COMPETENCES

Conformément à l'article D.414-31 du Code de l'environnement, le CREN PC met en œuvre les missions de sauvegarde, de protection, de mise en valeur et d'études des sites, milieux et paysages naturels de la région Poitou-Charentes d'intérêts écologique, floristique, faunistique, biologique, géologique et paysager remarquables, et de tous sites à valeur écologique potentielle.

5.1 - Missions

Le CREN PC pourra s'appuyer sur ses partenaires pour réaliser ses missions à un Conseil scientifique et technique qui propose la stratégie d'intervention votée par l'Assemblée générale.

Les missions du CREN PC sont :

- Identifier les espaces naturels qui présentent un intérêt écologique, floristique, faunistique, biologique, géologique et paysager remarquables, et tous les sites à valeur écologique potentielle ;

- Préserver ces espaces par la maîtrise foncière et son usage, conformément à la stratégie d'intervention élaborée par le Conseil scientifique et technique ;
- Gérer ces espaces en vue d'une restauration et d'une conservation à long terme de la fonctionnalité écologique des noyaux de biodiversité et des corridors écologiques qui constituent la Trame Verte et Bleue (TVB) ;
- Valoriser les sites remarquables pour contribuer à une appropriation citoyenne des enjeux de la biodiversité.

Le CREN PC assure la promotion de ses actions, ainsi que la sensibilisation du grand public et des scolaires, par tous les moyens appropriés. Il fait connaître le soutien de ses partenaires. Le GIP agit en liaison avec les organismes français et étrangers poursuivant des missions analogues afin de faire profiter ses membres des expériences réussies.

5.2 - Compétences

Il entre aussi dans le champ de ses compétences :

- de réaliser la maîtrise d'ouvrage des mesures compensatoires à l'impact résiduel de la réalisation d'aménagements, d'infrastructures et d'ouvrages impactant les espèces et les habitats d'espèces protégés par la loi ;
- d'assister les maîtres d'ouvrage publics lorsqu'ils entreprennent de préserver le patrimoine naturel de leur territoire.

5.3 - Stratégie foncière

La stratégie foncière d'intervention du CREN PC est l'expression cohérente et partagée des politiques départementales, régionale, nationale et européenne de sauvegarde des espaces naturels et du respect de leur équilibre écologique à l'échelle du territoire du Poitou-Charentes.

Le rôle du CREN PC est de maîtriser le foncier ou son usage afin de mettre en œuvre de façon pérenne les mesures de gestion qui garantiront la conservation de la biodiversité sur le très long terme.

Article 6 - Modalités d'intervention

Afin d'affecter les propriétés du GIP à la mission d'intérêt général qu'est la conservation de la biodiversité, le CREN PC peut procéder aux opérations foncières suivantes :

- dans le cadre de la convention établie avec la SAFER Poitou-Charentes-Vendée ci-après dénommée SAFER, en tant que partenaire associé au GIP, le CREN PC peut acquérir les biens qui lui sont attribués par le conseil d'administration de la SAFER ;
- l'acquisition peut se faire par rétrocession de biens appartenant à la SAFER au CREN PC ou par substitution du CREN PC et le vendeur dans les droits acquis par la SAFER par voie de promesse de vente ;
- les biens faisant l'objet d'une demande de préemption par la DREAL à des fins de protection de l'environnement sont attribués puis rétrocédés par la SAFER au CREN PC ;
- les périmètres d'intervention du CREN PC conformes à la stratégie d'intervention et validés par le Conseil scientifique et technique du CREN PC sont transmis aux services de la SAFER, qui informe le GIP de tout mouvement foncier concernant ces périmètres ;
- les animateurs fonciers du CREN PC recherchent les biens inclus dans ces périmètres en concertation avec les acteurs locaux et les services de la SAFER ;
- dans le cadre des conventions établies avec l'Etablissement Public Foncier de Poitou-Charentes, en tant que partenaire associé, les biens acquis par cet établissement peuvent être rétrocédés au CREN PC, chacune des opérations faisant l'objet d'une convention spécifique entre le GIP et l'Etablissement Public Foncier de Poitou-Charentes ;
- dans le cadre des politiques Espaces naturels sensibles (ENS), les départements membres du CREN PC peuvent décider :
 - o d'inscrire les périmètres d'intervention du CREN PC dans les zones de préemption départementale en vue de rétrocéder les biens acquis au domaine public du CREN PC.
 - o de mettre à disposition du CREN PC en tant que maître d'ouvrage, la gestion de sites dont elles sont propriétaires, conformément à l'objet statutaire du GIP ;

- dans le cadre des aménagements faisant l'objet d'une DUP, les pétitionnaires rétrocèdent les biens identifiés comme compensation à l'impact résiduel de la réalisation d'aménagements, d'infrastructures et d'ouvrages. Ces biens affectés à la restauration et à la conservation de la biodiversité seront attribués au domaine public du GIP.
- les acquisitions et échanges d'immeubles faits par le CREN PC sont exonérés du droit de timbre de dimension, des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière (article 902 du code général des impôts)
- les dons et legs sont exonérés des droits de mutation à titre gratuit, lorsqu'ils sont faits au profit du CREN PC.

ARTICLE 7 - DOMANIALITE PUBLIQUE ET REGIME SPECIFIQUE DES TERRAINS ASSOCIES A UNE ACTIVITE AGRICOLE

7.1 - Classement dans le domaine public

En application des dispositions de l'article L. 2111-1 du code général de la propriété des personnes publiques, relèvent du domaine public du CREN PC les biens immobiliers lui appartenant. Ces biens sont par principe affectés à l'usage direct du public, sans préjudice des mesures de conservation et de protection qu'impose la fragilité des biens susvisés.

Dès lors que les critères susvisés sont remplis, la décision de classement relève du Conseil d'administration. Le déclassement des biens susvisés, notamment les biens constitutifs de réserves foncières, s'opère dans les mêmes conditions et tient compte, en tant que de besoin, de la stratégie définie par le CREN PC, au sens des stipulations de la présente convention.

7.2 - Régime spécifique des terrains associés à une activité agricole

Dans le cas d'un usage de ce domaine public associé à une exploitation agricole, priorité est donnée à l'exploitant présent sur les lieux au moment où les immeubles concernés sont entrés dans le domaine relevant du CREN PC. En l'absence d'exploitant présent sur les lieux, ou si cet exploitant n'accepte pas la gestion des terrains établie en conformité avec les objectifs du CREN PC, celui-ci peut consulter les chambres d'agriculture pour le choix de l'exploitant. La convention avec celui-ci fixe les droits et les obligations de l'exploitant en application d'une convention-cadre

approuvée par le Conseil d'administration, et détermine les modes de calcul des redevances.

ARTICLE 8 - SIEGE

Le siège social du CREN PC est fixé à Poitiers (86), 44 boulevard Pont-Achard.
Il peut être transféré en tout autre lieu par décision du Conseil d'administration.

ARTICLE 9 - DUREE

Le GIP est constitué pour une durée indéterminée à compter de la date de la publication de l'arrêté d'approbation de la convention constitutive.

ARTICLE 10 - TRANSFORMATION DE L'ASSOCIATION EN GIP

Le CREN PC étant constitué suite à la transformation d'une personne morale préexistante, dans les conditions établies par l'article 101 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011, il bénéficie du transfert de la totalité des biens de celle-ci et assume la continuité de ses engagements financiers.

TITRE II : DROITS ET OBLIGATIONS – MOYENS DU GIP

ARTICLE 11 - DROITS STATUTAIRES DES MEMBRES CONSTITUTIFS

Les membres du GIP sont exclusivement des personnes morales.

Chaque membre est représenté par un représentant titulaire et un représentant suppléant qu'il désigne, selon les modalités de son choix.

Chaque membre constitutif disposera des voix délibératives conformément aux tableaux des articles 11.3.1 et 11.3.2

11.1 - Les membres constitutifs sont répartis en 2 collèges :

Collège 1 – L'Etat, les collectivités territoriales

Collège 2 - Les associations de protection de l'environnement et les Etablissements Publics, acteurs de l'espace rural.

11.2 - Le nombre de voix attribuées à chacun des collèges :

Lors des votes en Assemblée générale, le nombre de voix est calculé en fonction des équilibres suivants :

61 voix pour le collège 1

39 voix pour le collège 2

11.3 - Nombre de voix au sein de chaque collège :

En Assemblée générale, le nombre de voix est réparti comme suit :

11.3.1- POUR LE COLLEGE 1 : 61 VOIX

Etat	10
Région	31
Département de la Charente	5
Département de la Charente-Maritime	5
Département des Deux-Sèvres	5
Département de la Vienne	5

11.3.2 - POUR LE COLLEGE 2 : 39 VOIX

Centre régional de la propriété forestière	5
Chambre régionale d'Agriculture	5
Fédération régionale des Chasseurs	5
Groupe régional des fédérations pour la pêche et la protection des milieux aquatiques	5
Office national de la chasse et de la faune sauvage	1
Office national de l'eau et des milieux aquatiques	1
Office national des forêts	1
Poitou-Charentes Nature	14
Prom'Haies	1
URCPIE	1

Les droits résultant des présents statuts pour chaque membre ne sont pas cessibles.

ARTICLE 12 : LES PARTENAIRES ASSOCIES

Les partenaires associés assistent à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration du CREN PC sans voix délibérative. Les partenaires associés sont :

- L'Agence de l'Eau Adour-Garonne,
- L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne,
- l'Association Départementale des Maires de la Charente,

- l'Association Départementale des Maires de la Charente-Maritime,
- l'Association Départementale des Maires des Deux-Sèvres,
- l'Association Départementale des Maires de la Vienne,
- le Conseil Économique, Social et Environnemental Régional,
- le Comité Régional de la Conchyliculture Poitou-Charentes,
- l'Etablissement Public Foncier Régional de Poitou-Charentes,
- Le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres,
- l'Etablissement Public du Marais Poitevin,
- les Etablissements publics territoriaux de bassin (sous réserve de leur demande),
- le Forum des Marais Atlantiques,
- la SAFER Poitou-Charentes,
- le Syndicat Mixte du Parc Interrégional du Marais Poitevin,
- le Syndicat de la Propriété Privée Rurale pour la région Poitou-Charentes.
- l'association Terre de Liens Poitou-Charentes,
- le Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique,
- L'Institut national de la recherche agronomique,
- Le Centre national de la recherche scientifique,
- l'Université de Poitiers,
- l'Université de La Rochelle,

Chaque partenariat est formalisé par la signature, entre le GIP et son partenaire, d'une convention qui définit les modalités de partenariat.

La liste des partenaires associés peut être modifiée par l'Assemblée générale ordinaire (cf. Article17).

ARTICLE 13 - ADMISSION - RETRAIT - EXCLUSION

13.1 - Adhésion

Les signataires de la présente convention constitutive sont les membres fondateurs. Peut être admise en qualité de membre adhérent toute personne morale de droit public ou de droit privé, sous réserve du respect des dispositions de l'article 103 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011. Dès lors que ces membres fondateurs signent la présente convention constitutive, ils deviennent membres constitutifs et sont dénommés comme tel ci-après. Le GIP dispose de la liberté de retenir ou pas la candidature d'un nouvel adhérent aux présents statuts.

Les personnes souhaitant entrer dans le GIP font acte de candidature, par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR), auprès du Président du GIP.

Le Conseil d'administration vérifie :

- la qualité de personne morale du candidat, la ratification par l'organe compétent de cette personne morale de la présente convention,
- l'acceptation du principe de contribution aux charges du GIP et vérifie la capacité à respecter cette obligation. Pour être acceptée, la candidature doit faire l'objet d'un vote à l'unanimité de l'Assemblée générale. Toute décision de refus d'adhésion d'un nouveau membre adhérent par l'Assemblée générale n'est pas susceptible d'appel et n'a pas à être motivée.

13.2 - Retrait

Tout membre constitutif souhaitant se retirer l'indique au Président du GIP dans un délai de six mois au moins avant la date du retrait, par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR).

Tout membre constitutif qui se retire doit s'acquitter au préalable de ses obligations envers le GIP, conformément à l'article 14 de la présente convention.

Les moyens, autres que financiers mis à la disposition du GIP sont restitués au membre constitutif qui se retire, selon les modalités fixées par délibération du Conseil d'administration. Un avenant à la présente convention prévoit les modalités, notamment financières, du retrait en fonction du niveau de contribution et des frais engagés pour le fonctionnement du GIP.

Le retrait ne peut donner lieu à aucun remboursement ou indemnisation.

13.3 - Exclusion et suspension

Le Président, après délibération du Conseil d'administration, peut convoquer l'Assemblée générale afin de lui soumettre le principe d'une suspension ou d'une exclusion d'un membre constitutif, notamment s'il est concerné par l'une des hypothèses suivantes :

- non-paiement des contributions, après mise en demeure restée infructueuse,
- inobservation de la convention constitutive et de ses avenants, du règlement intérieur,
- disparition de la personnalité morale,
- changement de personnalité ou de nature juridique, notamment par voie de fusion,
- atteinte aux intérêts moraux ou matériels du GIP ou de l'un de ses membres constitutifs,
- comportement incompatible avec l'objet du GIP.

La durée de la suspension est fixée par le Conseil d'administration avant la soumission du vote de l'Assemblée. La suspension a pour effet de priver le membre constitutif concerné du droit de vote et de toutes les informations habituellement transmises sur la vie du GIP.

Le Conseil d'administration peut toutefois proposer à l'Assemblée générale de mettre un terme à la suspension de manière anticipée dès lors qu'il estime que celle-ci n'a plus de raison d'être. Le membre constitutif dont la suspension ou l'exclusion est envisagée doit être préalablement informé des motifs de la mesure projetée et être mis en mesure de faire valoir ses arguments lors de l'Assemblée générale.

Les effets de l'exclusion sont les mêmes que ceux du retrait (cf. article 13.2) au regard de la contribution, sans préjudice de toute action diligentée par le GIP en réparation des dommages qui auraient pu lui être causés par le membre exclu.

Les décisions relatives à la suspension ou à l'exclusion d'un membre constitutif sont notifiées par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR), et prennent effet à la date de la première présentation de cette lettre.

13.4 - Conservation des équilibres entre collèges

Dans le cas de l'adhésion de nouveaux membres constitutifs, du retrait ou de l'exclusion de membres constitutifs, l'équilibre entre les deux collèges sera maintenu à 61 voix pour le collège 1 et 39 voix pour le collège 2.

Il sera procédé dans les meilleurs délais à une nouvelle répartition au sein des collèges, sur proposition du CA, pour un vote à l'Assemblée générale extraordinaire et un avenant adopté à cette même Assemblée générale extraordinaire.

TITRE III MOYENS

ARTICLE 14 - CONTRIBUTION DES MEMBRES CONSTITUTIFS – MOYENS DU GROUPEMENT

Le GIP est constitué sans capital.

Conformément à l'article 113 de la loi n° 2011-525 du 11 mai 2011, les ressources du présent GIP d'intérêt public comprennent :

- 1° Les contributions financières des membres constitutifs ;
- 2° La mise à disposition sans contrepartie financière de personnels, de locaux ou d'équipements ;
- 3° Les subventions ;
- 4° Les produits des biens propres ou mis à leur disposition, la rémunération des prestations et les produits de la propriété intellectuelle ;
- 5° Les emprunts et autres ressources d'origine contractuelle ;
- 6° Les dons et legs.

14.1 - Les contributions des membres constitutifs :

Les ressources propres au fonctionnement courant du GIP proviennent de la participation directe de ses membres constitutifs :

14.1.1 - CONTRIBUTION AU BUDGET DE FONCTIONNEMENT COURANT DE LA STRUCTURE PAR LES MEMBRES CONSTITUTIFS DU COLLEGE 1

Le taux de contribution au budget de fonctionnement courant, est calculé sur la base des droits statutaires répartis à l'article 11.3 de la présente convention :

Etat	16%
Région	51%
Département de la Charente	8%
Département de la Charente-Maritime	8%
Département des Deux-Sèvres	8%
Département de la Vienne	8%

Il est précisé que la base budgétaire à la date de la répartition ci-dessus n'inclut pas les financements de fonctionnement payés par les aménageurs au titre des mesures compensatoires à la destruction d'habitats et d'habitats d'espèces.

14.1.2 - COTISATION DES MEMBRES CONSTITUTIFS DU COLLEGE 2

Les membres constitutifs du collège 2 s'acquittent d'une cotisation dont le montant est calculé sur les droits de représentation dans ledit collège 2.

19/ 08/ 2013 version n°23 proposition Région vue avec les CG revue avec le CR

Le montant de la cotisation est fixé à 10 € par tranche de 1% à la date de la signature.

Centre régional de la propriété forestière	13%
Chambre régionale d'Agriculture	13%
Fédération régionale des Chasseurs	13%
Groupe régional des fédérations pour la pêche et la protection des milieux aquatiques	13%
Office national de la chasse et de la faune sauvage	3%
Office Nationale de l'Eau et des Milieux Aquatiques	3%
Office national des forêts	3%
Poitou-Charentes Nature	36%
Prom'Haies	3%
URCPIE	3%

Le Conseil d'administration fixe le montant de la cotisation annuelle.

14.2 - Propriétés des équipements et matériels mis à la disposition par des membres constitutifs du GIP restent leur propriété.

Les équipements et matériels leur reviennent à la dissolution du GIP ou en cas de retrait ou d'exclusion.

14.3 - Obligations des membres constitutifs

Dans leurs rapports entre eux, les membres constitutifs sont tenus aux obligations du GIP en proportion de leurs apports.

Dans leurs rapports avec les tiers, il n'existe pas de solidarité passive des membres constitutifs du GIP. Les membres ne sont responsables des dettes du GIP, qu'à proportion de leurs apports.

Les membres constitutifs dont les apports s'effectuent sous forme de mise à disposition de moyens matériels ou humains, qui ne font pas l'objet d'une valorisation, ne sont pas tenus des dettes du GIP.

ARTICLE 15 – ACQUISITIONS FONCIERES DU GIP

15.1 - Les biens achetés par le GIP lui appartiennent

Les terrains acquis par le CREN PC, ou bien les terrains rétrocédés au CREN PC par un aménageur dans le cadre des mesures compensatoires, appartiennent au CREN PC.

15.2 - En cas de dissolution du GIP

Les acquisitions sont dévolues conformément aux règles établies à l'article 30.

ARTICLE 16 - PERSONNEL DU GIP

Le personnel exerçant pour le compte du GIP est constitué par :

- des personnels transférés de l'association « Conservatoire régional d'espaces naturels » lors de la transformation de celle-ci en GIP
- des personnels mis à disposition
- des personnels détachés auprès du GIP
- des personnels recrutés directement par le GIP

Ils sont placés sous l'autorité fonctionnelle du Directeur du GIP.

16.1 - Transfert des salariés de droit

Les salariés de droit privé de l'association : « Conservatoire régional d'espaces naturels » dont l'activité est transférée au GIP se verront proposer par le GIP des contrats soumis au Code du travail dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article L.1224-1 dudit code.

Ces personnels deviennent personnels propres du GIP.

16.2 - Le personnel mis à disposition

Les personnels mis à la disposition du GIP par ses membres constitutifs conservent leur statut propre. Leur employeur d'origine garde à sa charge leurs rémunérations et prestations annexes, leurs assurances professionnelles et la responsabilité de leur évolution.

Les conditions précises de cette mise à disposition devront obligatoirement faire l'objet d'une convention entre le GIP et l'employeur.

16.3 - Le personnel détaché auprès du GIP

Des personnels peuvent également être détachés auprès du GIP par ses membres constitutifs, en conformité avec les dispositions légales, statutaires ou conventionnelles dont ils relèvent.

Leur rémunération et prestations annexes, leur assurance professionnelle sont prises en charge par le GIP.

Ces personnels sont réintégrés dans leur organisme d'origine dans les mêmes conditions que les personnels mis à disposition.

16.4 - Le personnel propre au GIP

Le GIP peut recruter du personnel.

Les personnels ainsi recrutés n'acquièrent pas de droit à occuper ultérieurement des emplois dans les organismes participant au GIP.

TITRE IV : ADMINISTRATION ET DIRECTION DU GIP

ARTICLE 17 : ASSEMBLEE GENERALE

17.1 - Composition

L'Assemblée générale est composée de :

- membres ayant voix délibérative ;
- membres ayant voix consultative.

Les membres de l'Assemblée générale ayant voix délibérative

Elle est présidée par le Président du GIP. Elle comprend un représentant de chaque membre constitutif du GIP, ainsi que les suppléants. Les suppléants n'ont pas voix délibérative lorsque le titulaire est présent à la réunion.

Les membres de l'Assemblée générale ayant voix consultative

Les représentants des personnes morales dites partenaires associés sont membres de droit de l'Assemblée générale avec voix consultative.

Sont également membres de droit avec voix consultative : le Président du CST, le Commissaire du Gouvernement et l'autorité chargée du Contrôle Economique et Financier de l'Etat,

Sont invités aux Assemblées générales et ont voix consultative : l'agent comptable du GIP, le Directeur du GIP, les représentants du personnel, les représentants des services de l'Etat désignés par le Préfet (le DREAL, les DDT(M)), les agents des services de la Région, des quatre conseils généraux et des deux agences de l'eau, désignés par leur structure.

17.2 - Les invités

Les personnels du GIP peuvent être invités à l'Assemblée générale.

17.3 - Fonctionnement

L'Assemblée générale est présidée par le Président qui la convoque au moins trois semaines à l'avance.

La convocation indique l'ordre du jour, le lieu de la réunion et sa date. L'Assemblée générale se réunit au moins une fois par an, dans le premier semestre.

Il ne peut y avoir de votes par correspondance.

Chaque membre constitutif ne peut disposer que d'un pouvoir au sein de son collège.

L'Assemblée générale se réunit selon les modalités définies à l'art 105 de la loi n° 2011-525 (à la demande du quart des membres constitutifs ou à la demande d'un ou plusieurs membres constitutifs détenant au moins un quart des voix).

L'Assemblée générale ordinaire prend toute décision relative à l'administration du GIP, sous réserve des pouvoirs dévolus à l'Assemblée générale extraordinaire, au Conseil d'administration et au Bureau.

Elle est notamment compétente pour prendre les décisions relatives à :

- l'approbation du rapport annuel d'activité
- l'approbation du programme annuel d'activité
- l'approbation des comptes de chaque exercice

et reçoit l'information sur le budget prévisionnel de l'exercice en cours.

Le quorum est atteint lorsque des membres constitutifs détenant ensemble au moins 50% des droits sont présents ou représentés.

Les décisions sont adoptées à la majorité simple des membres constitutifs.

17.4 - Assemblée générale extraordinaire

L'Assemblée générale extraordinaire se réunit sur convocation du Président du GIP. Sa convocation est de droit, sur un ordre du jour déterminé.

L'Assemblée générale extraordinaire est compétente pour prendre les décisions :

- de modification de la convention,
- de dissolution.

L'Assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que lorsque les deux tiers de ses membres constitutifs sont présents ou représentés. Les décisions sont adoptées à la majorité extraordinaire des deux tiers de ses membres constitutifs.

Au cas où le quorum n'est pas atteint, l'Assemblée générale est convoquée dans les trente jours et peut valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres constitutifs présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celles du Président sont prépondérantes.

ARTICLE 18 – CONSEIL D'ADMINISTRATION

18.1 – Composition du Conseil d'Administration

Le GIP est administré par un Conseil d'administration, composé des représentants des personnes morales membres constitutifs des collèges 1 et 2.

Le nombre d'administrateurs et les droits statutaires des membres constitutifs sont répartis entre les 2 collèges tel que prévu à l'article 11.3 :

**SONT MEMBRES DE DROIT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION AVEC VOIX
DELIBERATIVE :**

Pour le premier collège :

- le représentant de l'Etat au niveau régional (Préfet),
- le Président de la Région Poitou-Charentes ou son représentant,
- le Président du Département de la Charente ou son représentant,
- le Président du Département de la Charente-Maritime ou son représentant,
- le Président du Département des Deux-Sèvres ou son représentant,
- le Président du Département de la Vienne ou son représentant,

Pour le deuxième collège sont désignés :

- le Président de Poitou-Charentes Nature ou son représentant,
- le Président du Centre régional de la propriété forestière ou son représentant,
- le Président de la Chambre régionale d'Agriculture ou son représentant,
- le Président du Groupement régional des fédérations pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques ou son représentant,
- le Président de la Fédération régionale des Chasseurs ou son représentant,
- le Directeur de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage ou son représentant,
- Le délégué interrégional de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques ou son représentant,
- le Directeur de l'Office National des Forêts ou son représentant,
- le Président de Prom'Haies ou son représentant,
- le Président de l'Union Régionale des Centres Pédagogiques et d'Initiatives à l'Environnement ou son représentant,

Chaque administrateur dispose d'un suppléant issu de la même structure.

**SONT MEMBRES DE DROIT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION AVEC VOIX
CONSULTATIVE :**

Les représentants des personnes morales dites **partenaires associés** sont membres de droit du Conseil d'administration avec voix consultative.

Sont également membres de droit du Conseil d'administration avec voix consultative :

- le Président du Conseil scientifique et technique
- le Commissaire du Gouvernement
- l'autorité chargée du Contrôle Economique et Financier de l'Etat.

18.2 - Invités

Peuvent être invités aux séances du Conseil d'administration et ont voix consultative :

- l'agent comptable du GIP,
- les personnels du GIP,
- les représentants du personnel,

D'autres personnes extérieures peuvent être invitées par le Président.

18.3 - Le fonctionnement du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation du Président du GIP. Il se réunit de droit, à la demande du tiers de ses membres, sur un ordre du jour déterminé.

Le Conseil d'administration est convoqué au moins trois semaines à l'avance.

La convocation indique l'ordre du jour, le lieu de la réunion et la date.

Chaque membre ne peut disposer que d'un pouvoir au sein de son collège.

Le Conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an :

- avant le 1^{er} juin pour approuver les comptes
- avant le 1^{er} décembre pour arrêter le projet de budget, et aussi souvent que l'intérêt du GIP l'exige sur la convocation de son Président ou à la demande des tiers de ses membres.

Chaque administrateur est nommé pour trois ans.

La perte de la qualité en raison de laquelle un administrateur a été nommé entraîne la vacance du poste correspondant. Chaque membre doit renommer un représentant dans les deux mois suivant le constat de cette vacance. Les nouveaux administrateurs siègent au Conseil d'administration jusqu'à la date à laquelle aurait cessé le mandat de ceux qu'ils remplacent.

Le mandat d'administrateur est gratuit. Toutefois, sur décision du Conseil d'administration, il peut être procédé au remboursement sur pièces justificatives des frais de mission exposés pour l'assistance aux réunions du Conseil d'administration et pour l'accomplissement des missions spécifiques demandées par le Conseil d'administration à tel ou tel administrateur, dans la limite des barèmes fixés par le Conseil d'administration.

18.4 - Compétences du Conseil d'administration

Les compétences du Conseil d'administration sont les suivantes :

A - Orientations stratégiques :

Propositions suivantes auprès de l'AG pour l'adoption par celle-ci :

- Les orientations stratégiques du GIP à 12 ans,

- La stratégie d'intervention à 6 ans,
- Le plan d'actions quinquennal, lié à l'agrément Etat-Région.

B - Programmation :

- Le programme annuel d'activité et l'adoption du budget correspondant,
- Le programme annuel d'activité et l'organisation des moyens humains.

C - Budget

- La fixation des participations respectives et le respect des contributions des membres,
- L'approbation des comptes annuels (cf 18.2)
- L'approbation du budget prévisionnel,
- Toutes conventions juridiques avec des tiers.

D - Convention – Statuts

Proposition suivantes auprès de l'AG pour l'adoption par celle-ci :

- De modification de la convention constitutive,
- De dissolution du GIP, ainsi que l'adoption des mesures nécessaires à sa liquidation,
- Pour l'admission de nouveaux membres,
- Pour l'exclusion d'un membre,
- Toute décision pour les modalités financières et autres liées au retrait d'un membre du GIP.

E - Organisation et fonctionnement de la structure

- De l'élection des membres du Bureau hormis le Président et le Vice-président,
- De la nomination et la révocation du Directeur du GIP,
- De la validation de la composition du Conseil scientifique et technique,
- De l'agrément du Président du Conseil scientifique et technique,
- Du transfert du siège du GIP,
- De l'approbation du règlement intérieur,
- De toute convention de gestion.

F - Domanialité

- Délibère sur l'affectation des biens dans le domaine public du GIP.

Le quorum est atteint lorsque des membres détenant ensemble au moins 50% des droits sont présents ou représentés. Au cas où le quorum n'est pas atteint, le Conseil d'administration est convoqué dans les trente jours et peut valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les décisions sont adoptées à la majorité simple des membres constitutifs.

En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

Les décisions du Conseil d'administration, consignées dans le procès-verbal de réunion obligent tous les membres constitutifs.

ARTICLE 19 – LE BUREAU

Le Président du Conseil d'administration, assisté du Bureau, prépare les travaux du Conseil d'administration. Il peut être assisté du Directeur du GIP.

19.1 - La composition

Le Bureau est composé de 10 membres des représentants du :

- Collège 1 :

5 représentants dont les voix se répartissent de la façon suivante :

Région Poitou-Charentes	31 voix
Etat	10 voix
Département de la Charente	5 voix
Département de la Charente-Maritime	5 voix
Département des Deux-Sèvres	5 voix
Département de la Vienne	5 voix

Soit 61 voix

- Collège 2 :

5 représentants dont les voix se répartissent de la façon suivante :

Associations de Protection de la Nature	16 voix
Agriculture	5 voix
Chasse	6 voix
Pêche	6 voix
Forêt	6 voix

Soit 39 voix

Le Président du CST, le Commissaire du Gouvernement, l'autorité chargée du Contrôle Economique et Financier de l'Etat, peuvent être invités aux séances du Bureau.

Le Bureau peut inviter pour le bon fonctionnement du GIP toutes personnes ayant compétences et expertises sur le sujet traité. Le Bureau ne peut tenir séance valablement que si la moitié au moins des membres est présente.

19.2 - Compétences :

Le Bureau assure la gestion des affaires courantes et prépare les travaux et les projets de décisions du CA.

ARTICLE 20 – PRESIDENCE ET VICE-PRESIDENCE DU GIP

20.1 - Exercice de la présidence et de la vice-présidence

La Présidence du GIP est dévolue au Président de la Région Poitou-Charentes.
La Vice-présidence du GIP est dévolue au Préfet de région ou son représentant.

20.2 - Pouvoirs du Président

Le Président du GIP est de droit le Président du Conseil d'administration et du Bureau.

Il dispose des pouvoirs suivants :

- de convoquer l'Assemblée générale au moins une fois par an ;
- de convoquer le Conseil d'administration au moins deux fois par an ;
- de présider les séances de l'Assemblée générale, du Conseil d'administration et du Bureau.
- d'arrêter l'ordre du jour du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale ;
- de fixer les modalités d'engagement des dépenses afférentes au fonctionnement du GIP. Il peut déléguer, dans ce cadre, sa signature au Directeur. Tout engagement de dépenses excédant le plafond fixé par le Conseil d'administration est soumis à autorisation préalable du Conseil d'administration. Il ne peut engager le GIP, ni consentir aucun paiement supérieur aux dotations budgétaires votées par le Conseil d'administration.
- de représenter le GIP dans tous les actes de la vie civile et ester en justice. Cette fonction peut être assumée, par le Directeur, dûment mandaté.

ARTICLE 21 - CONSEIL SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Conformément à l'arrêté du 7 octobre 2011 relatif aux conditions de l'agrément des conservatoires régionaux d'espaces naturels, le Conseil d'administration institue le Conseil scientifique et technique.

21.1 - Composition

Il est composé de membres représentatifs des différentes disciplines nécessaires à la bonne application de l'objet défini à l'article 4. La liste des membres est validée par le Conseil d'administration.

Il est régi par un règlement intérieur spécifique validé en Conseil d'administration.

21.2 – Rôle du Conseil scientifique et technique

Le Conseil scientifique et technique a un rôle consultatif :

- il contribue, à la demande du Conseil d'administration à l'inventaire des milieux naturels et à l'établissement de leur typologie,
- il définit les priorités pour les projets d'intervention directe du Conservatoire,
- il valide les documents de gestion des sites d'intervention du Conservatoire.

Avec leurs interlocuteurs naturels que sont les personnels du GIP, les conseillers scientifiques et techniques, actualisent et rédigent la stratégie d'intervention, soumise au Conseil d'administration. Ils veillent à la cohérence des interventions avec cette stratégie : détermination des sites et des périmètres d'intervention, réalisation et évaluation des plans de gestion.

Le Conseil scientifique et technique se réunit au moins quatre fois par an.

Le Président du Conseil scientifique et technique rapporte au Conseil d'administration les travaux réalisés lors de ces sessions.

ARTICLE 22 - DIRECTION DU GIP

Le Directeur du GIP est nommé par le Conseil d'administration.

Il représente, dûment mandaté par le Président, le GIP en justice et dans tous les actes de la vie civile à l'égard des tiers, notamment les acquisitions de biens fonciers.

Le Directeur assiste aux délibérations de l'Assemblée générale, du Conseil d'administration, du Bureau avec voix consultative. Il assure le secrétariat des séances à l'exception de parties de l'ordre du jour le concernant directement.

Une fois par an, il présente au Conseil d'administration un rapport d'activités du GIP. Après approbation par le Conseil, ce rapport est adressé à tous les membres de l'Assemblée générale, dans le mois qui suit la réunion du Conseil d'administration.

Il recrute le personnel. Le recrutement de personnels propres au GIP par le Directeur du GIP est soumis à l'approbation du Commissaire du Gouvernement et les contrats de travail de plus de 10 mois sont visés par le Contrôleur économique et financier.

Il a autorité sur tout le personnel du GIP, il anime et coordonne son action. Il rend compte de son action au Conseil d'administration. Il prépare les travaux du Bureau, du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale. Il exécute les décisions du Bureau et de l'Assemblée générale.

Il est l'ordonnateur des dépenses et des recettes du GIP.

ARTICLE 23 - REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur complète les dispositions de la présente convention concernant le fonctionnement du GIP. Il est établi par le Président et il est adopté par le Conseil d'administration.

TITRE V : BUDGET ET COMPTES DU GIP

ARTICLE 24 - REGIME DES COMPTES

La comptabilité du GIP est tenue suivant les règles du droit public applicable aux établissements publics à caractère administratif conformément au décret 62-1587 du 29 décembre 1962.

L'agent comptable est nommé par arrêté du Ministre du Budget.

ARTICLE 25 - BUDGET ET REALISATIONS

25.1 - Programmation

Chaque année, le programme d'activités et le budget du GIP sont présentés par le Directeur du GIP au Bureau qui le soumet pour approbation au Conseil d'administration au mois de décembre précédant le début de l'exercice correspondant.

25.2 - Budget prévisionnel

Le budget prévisionnel inclut l'ensemble des opérations de recettes, y compris l'évaluation de la contribution des membres sous les formes prévues à l'article 11 et les dépenses prévues pour l'exercice.

Il fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des objectifs spécifiques du GIP, en distinguant :

LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT :

- dépenses de personnel
- dépenses de fonctionnement diverses

LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT :

Le plan d'actions quinquennal agréé par l'Etat et la Région, le programme d'actions et les prévisions budgétaires des trois premiers exercices sont donnés en annexe au budget.

25.3 - Résultats financiers

Dans les six mois qui suivent la date de clôture d'un exercice, les comptes sont soumis par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale.

Le GIP ne donnant lieu, ni à la réalisation, ni au partage de bénéfice, l'excédent éventuel des recettes d'un exercice sur les charges correspondantes, ou l'excédent des charges sur les recettes de l'exercice sera reporté sur l'exercice suivant.

La résorption de cet excédent sera prévue prioritairement au budget de l'exercice suivant.

25.4 - Les activités du Conservatoire font l'objet d'une comptabilité analytique

TITRE VI : CONTROLE DU GIP

ARTICLE 26 - CONTROLE DES COMPTES

Conformément à l'article 115 de la loi n°2011-525 :

Les groupements d'intérêt public sont soumis au contrôle de la Cour des comptes ou des chambres régionales des comptes, dans les conditions prévues par le code des juridictions financières.

Les groupements d'intérêt public ayant pour membre l'Etat ou un organisme soumis au contrôle économique et financier de l'Etat ou au contrôle financier de l'Etat peuvent être soumis au contrôle économique et financier de l'Etat dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

ARTICLE 27 - COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT

La tutelle réglementaire est assurée conjointement par le Préfet de région ou le Commissaire du gouvernement qu'il désigne.

Le Commissaire du gouvernement est convoqué à toutes les réunions du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale. Il a droit de regard sur l'ensemble des documents du GIP.

Il a communication de tous les documents relatifs au GIP et droit de visite dans ses locaux.

Conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 93-705 du 27 mars 1993, il peut faire opposition aux décisions ou aux délibérations qui mettent en jeu l'existence et le bon fonctionnement du GIP, notamment celles prises en violation des dispositions législatives et réglementaires ou de la présente convention. Dans ce cas la délibération ou la décision en cause fait l'objet d'un nouvel examen par les instances qualifiées du GIP dans un délai de 15 jours.

Le Commissaire du gouvernement informe les administrations dont relèvent les personnalités morales membres du GIP des décisions prises par ce dernier.

TITRE VII : DISSOLUTION – LIQUIDATION – DEVOLUTION

ARTICLE 28 - DISSOLUTION

Le GIP peut être dissous :

- par abrogation de l'acte d'approbation, pour justes motifs ;
- par décision de l'Assemblée générale extraordinaire ;
- par la réalisation ou l'extinction de son objet, sauf prorogation ;
- par décision judiciaire.

ARTICLE 29 - LIQUIDATION

La dissolution du GIP entraîne sa liquidation, sa personnalité morale subsistant pour les besoins de cette liquidation.

L'Assemblée générale fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

ARTICLE 30 - DEVOLUTION DES BIENS

En cas de dissolution volontaire ou prononcée par l'autorité administrative, les biens du GIP sont dévolus suivant les règles déterminées par l'Assemblée générale extraordinaire qui se référera au décret n°2012-440 du 2 avril 2012. Les biens relevant du domaine public du GIP sont dévolus au domaine public des personnes morales de droit public membres constitutifs du groupement, sous réserve que l'affectation de ces biens aux membres constitutifs soit compatible avec une répartition conforme à l'article 11.3.

ARTICLE 31 - TRANSFORMATION EN ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION POUR L'ENVIRONNEMENT

Le CREN Poitou-Charentes, sous le statut de Groupement d'Intérêt Public, est susceptible dès lors que la loi l'y autorisera de se transformer en Etablissement public.